

Construction

L'activité dans la construction se contracte de nouveau en 2014

En 2014, l'activité dans la construction reste faible en Guyane. La commande publique est en repli sur la période 2012-2014 et la construction de logements sociaux reste faible pour la seconde année consécutive. Le recul de la construction privée contribue également à la baisse de l'activité du secteur, comme en témoigne la baisse des ventes de ciment (- 6 %) en 2014. La promotion privée est confrontée à une fiscalité moins attractive depuis la réorientation de la défiscalisation vers le logement social (Lodéom). La construction de locaux est soutenue en 2014 par la création du nouveau centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Maroni.

Rémy Charrier, Deal
Benoit Hurpeau, Insee

Après une baisse de 30 % en 2013, le nombre de permis de construire autorisés en Guyane progresse de 5 % en 2014. Cette hausse est uniquement absorbée par le logement social dont le nombre d'autorisations passe de 718 en 2013 à 805 en 2014. Toutefois, ces niveaux restent faibles et bien loin des années 2010 à 2012 où les autorisations étaient de 2 700 logements en moyenne grâce au développement de la ZAC de Soula.

Le territoire de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral reste aux avant-postes

Fortement attractive par son statut de pôle emploi, la communauté d'agglomération du Centre Littoral concentre 85 % des autorisations de construire en Guyane.

À Saint-Laurent-du-Maroni, deuxième commune de Guyane en population, les autorisations de construire représentent à peine 14 % du total de logements autorisés. La présence d'habitat spontané en nombre explique en partie cette situation. Enfin, à Kourou, où résident plus de 25 000 habitants, la construction semble au point mort depuis plusieurs années.

Du côté, des mises en chantier, le constat d'un secteur en crise se confirme.

Seulement, 1 700 logements ont été mis en chantier en 2014, il faut remonter à la crise de 2009 pour observer de tels chiffres.

La commande publique : soutien au secteur du BTP

La commande publique se stabilise en 2014. Ce sont 271 millions d'euros qui ont été engagés par le secteur public dans la construction. Ce chiffre est identique à 2013 mais bien loin des niveaux de 2011 et 2012 où elle tutoyait les 450 millions d'euros. L'essentiel de cette commande est injectée dans le secteur des travaux publics (près de 50 %). La commande pour le logement reste faible, faute de construction de logements sociaux en nombre important. En revanche, la commande de bâtiments non résidentiels augmente de 35 % entre 2013 et 2014, passant de 57 à 77 millions d'euros engagés sur des démarrages de chantier.

Les autorisations de locaux d'activité reculent

En Guyane, 88 720 m² de surface de plancher pour des locaux d'activité ont été autorisés. La baisse est de 17 % en un an et concerne surtout les locaux pour la culture

et les loisirs (- 70 %), les entrepôts (- 55 %) et les locaux agricoles (- 25 %). Ces derniers représentent près d'un tiers des locaux autorisés. Alors qu'ils étaient quasiment inexistantes auparavant, le développement des locaux agricoles est très fort depuis 2013. Fait notable pour l'année 2014, un nouvel hôpital va être construit à Saint-Laurent-du-Maroni. Ce nouvel établissement (25 000 m² autorisés) permet aux autorisations de locaux de subir une baisse modérée. Sans le nouvel hôpital, la baisse des autorisations aurait atteint les 40 %. Seules les autorisations de locaux d'enseignement et de commerces sont en hausse en 2014, avec des augmentations de 41 % et 10 % respectivement.

A compter des résultats diffusés fin janvier 2015, de nouveaux indicateurs visant à retracer les autorisations et les mises en chantier à leur date réelle sont diffusés. Ces nouvelles séries améliorent le diagnostic conjoncturel produit à partir de la base Sit@del2, en corrigeant notamment les éventuels défauts de collecte. Pour plus d'informations, consulter le site internet du SoeS.

Source

Les estimations des logements autorisés en date réelle construits à partir de la base Sitadel fournissent par anticipation les niveaux d'autorisation à la date de l'événement.

Les estimations de logements mis en chantier corrigent le défaut d'exhaustivité observé dans la remontée des annulations et des déclarations d'ouverture de chantier.

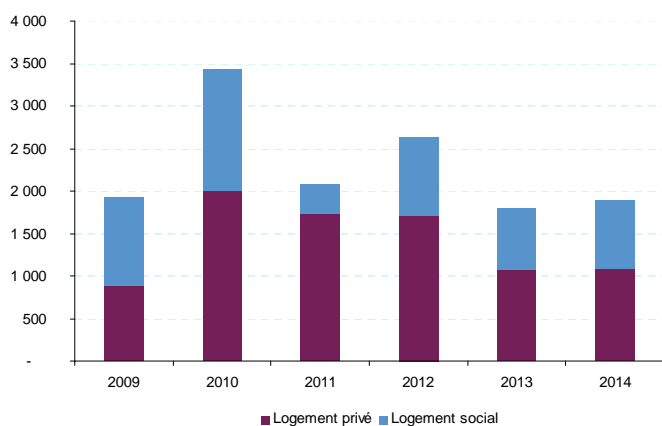
1 Chiffres clés du logement

	2010	2011	2012	2013
Permis de construire				
individuel	1 378	545	750	796
collectif	2 050	1 547	1 916	1 119
Construction effective				
individuel	784	623	389	275
collectif	957	1 338	2 079	702

Source : DEAL Guyane.

2 Les autorisations de construire se maintiennent à un niveau bas

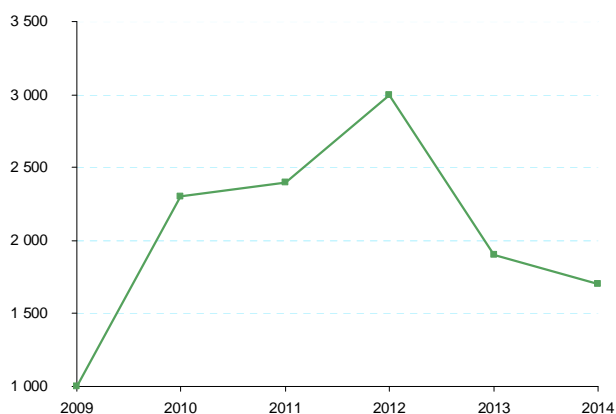
Nombre d'autorisations de construire en date réelle



Source : DEAL Guyane, [Sit@del2](#).

3 Les mises en chantier à leur plus bas niveau depuis 5 ans

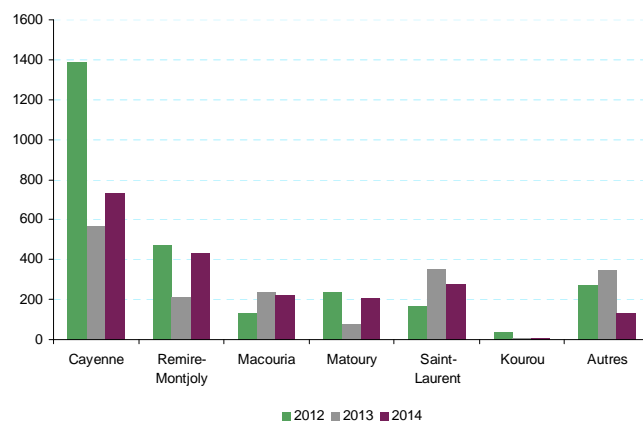
Évolution des mises en chantier (en nombre)



Source : DEAL Guyane, [Sit@del2](#).

4 L'île de Cayenne soutient le secteur

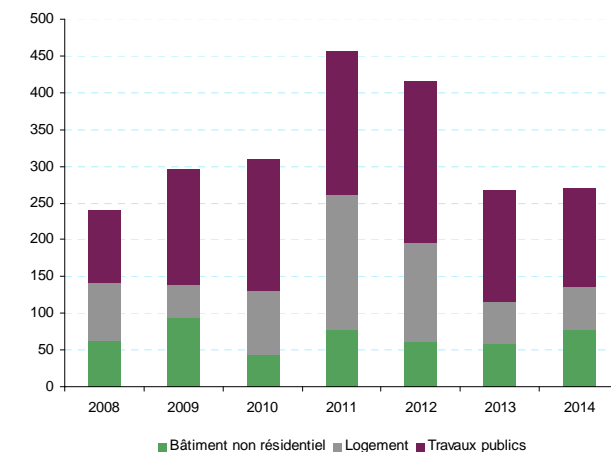
Répartition des autorisations de construire par commune (en nombre)



Source : DEAL Guyane, [Sit@del2](#).

5 La commande publique est tirée par le bâtiment non résidentiel

Évolution de la commande publique dans le secteur du BTP (en m€)



Source : DEAL Guyane, [Observatoire de la commande publique](#).

6 Baisse de la surface de locaux autorisés

Surfaces de locaux autorisés en date réelle (en m²)

	2010	2011	2012	2013	2014
Bureau	12 373	19 448	6 454	7 143	5 527
Commerce	28 500	9 626	4 005	7 052	7 758
Agriculture	3 874	1 914	139	35 324	26 586
Entrepôt	6 641	12 195	16 479	12 053	5 439
Enseignement	12 261	2 899	11 840	4 092	5 767
Santé	1 888	4 622	249	1 159	25 461
Culture et loisir	2 944	6 186	1 266	15 507	4 726
Autres	7 773	15 224	17 950	25 117	7 459
Total	76 254	72 114	58 382	107 447	88 723

Source : DEAL Guyane, [Sit@del2](#).